

Jacques Monin

Le naufrage britannique



Extrait de la publication

La Table Ronde

LE NAUFRAGE
BRITANNIQUE

JACQUES MONIN

LE NAUFRAGE
BRITANNIQUE



LA TABLE RONDE
14, rue Séguier, Paris 6^e

© Éditions de La Table Ronde, Paris, 2009.

ISBN 978-2-7103-3104-9.

www.editionslatableronde.fr

www.radiofrance.com

À Claude.

Avant-propos

Le 26 mars 2008, à Londres, le parlement de Westminster est en ébullition. Fait rarissime, les députés et les Lords sont invités à interrompre leurs travaux en plein milieu d'après-midi pour assister à l'allocution de Nicolas Sarkozy, qui effectue sa première visite d'État en Grande-Bretagne. Chacun prend place sur son siège, règle son oreillette, puis écoute le président français, enthousiaste derrière son pupitre, flatter son public en saluant la prestigieuse histoire de l'Angleterre. Il plaide pour un rapprochement avec la France qui scellerait une nouvelle fraternité, marquant une étape supplémentaire dans une entente qui n'était que cordiale jusqu'à présent. « Une entente formidable ! » répondra en écho Gordon Brown, le Premier ministre, lors du sommet franco-britannique du lendemain. Le discours est un succès. L'audience applaudit à tout rompre. Le moment serait-il historique ? se demande-t-on. « On nous a servi de la chantilly », commente le lendemain le quotidien de centre gauche le *Guardian*.

Ce jour-là cependant, Nicolas Sarkozy ne se contente pas de dessiner les contours d'un nouvel axe qui viendrait, sinon se substituer à l'ancien couple franco-allemand, au moins l'étoffer. Il dit aussi au peuple britanni-

que, et la phrase n'a guère été relevée en France : « Vous êtes un exemple pour nous, et nous devons nous inspirer de ce que vous avez fait durant ces vingt ou trente dernières années. » Cet enchaînement de mots n'aura, certes, duré que quelques secondes, mais il est lourd de sens. Non seulement il est révélateur de la vision positive que le président français a de la société britannique, mais il témoigne aussi de sa volonté, ou du moins de son souhait, d'importer en France une partie des recettes qui auraient fait leurs preuves outre-Manche.

L'exemple britannique serait donc un modèle enviable, et surtout, exportable. Il est vrai qu'au premier abord, on peut être tenté de le croire. Comment ce pays, symbole de croissance et de dynamisme, pourrait-il ne pas être l'exemple à suivre ? Manchester, Glasgow, Cardiff, Liverpool... La plupart des villes anglaises se développent de manière spectaculaire. Derrière l'immuable rouge vermillon des cabines téléphoniques, des bus à impériale et des boîtes à lettres, Londres est une ville cosmopolite, animée, bouillonnante, pas seulement dans la City à l'heure où les traders vont déjeuner, mais partout, toute la semaine, y compris le dimanche. Le marché des antiquaires de Portobello Road, les saltimbanques des halles de Covent Garden, la rive Sud de la Tamise avec ses dédales de ruelles rénovées qui relie le majestueux pont de Tower Bridge au musée d'art contemporain de la Tate Modern... Comment ne pas s'émerveiller ?

La diversité s'y voit. La tolérance y est reine. La capitale britannique s'est hissée au rang de première place financière mondiale. Elle a su ramener en son centre une population qui l'avait désertée, réhabiliter des quartiers qui sont devenus autant de lieux branchés, chasser les voitures grâce au péage urbain, briller par ses musées et

ses spectacles, au point qu'il est de bon ton aujourd'hui de la comparer à ce qu'était New York dans les années 1980 : une métropole qui bouge et où il faut absolument aller. Il est loin, le temps où seules quelques personnalités, de Napoléon III au général de Gaulle, en passant par Verlaine et Rimbaud, décidaient de franchir le Channel. L'arrivée de l'Eurostar à la gare de Saint Pancras depuis novembre 2007 et le développement des compagnies aériennes à bas coût ont fini de rapprocher l'île du continent, au point qu'on évalue à près de 300 000 le nombre de Français qui vivent aujourd'hui à Londres.

Les préjugés aussi s'estompent. Dans cette ville où l'on parle quelque trois cents langues et où tous les accents sont de mise, qui traiterait encore les Français de « Froggies » ? Thierry Henry, Patrick Vieira, William Gallas... Combien de footballeurs français y ont obtenu le statut de stars ? Arsène Wenger, l'entraîneur du club d'Arsenal, n'est-il pas considéré comme un modèle de réussite ? Après des années d'une relation pleine d'ambiguïtés, nous serions donc finalement faits pour nous entendre. Sans doute, et finalement, tant mieux. Mais s'apprécier ne veut pas dire se ressembler ni s'imiter. Nos deux peuples restent très différents. Et pas seulement parce que nous ne roulons pas du même côté, parce que nos prises électriques sont incompatibles, parce que nous n'utilisons pas les mêmes unités de mesure ou ne payons pas avec la même monnaie. Qu'y a-t-il de commun entre le Français, éternel insatisfait qui manifeste devant le moindre changement, signe d'une volonté farouche de participer au jeu politique quitte à le paralyser, et les Britanniques qui ont banni la politique de leurs conversations, et qui courent entre leur travail et le pub ?

Vu de Londres, la France est un pays ankylosé qui

tarde à se réformer. On la compare à l'Angleterre des années 1970, gangrenée par un taux de chômage colossal alors que les syndicats étaient encore tout-puissants. À en croire la presse anglaise, le remède miracle au mal français serait un peu de thatcherisme, d'où les désillusions que suscite parfois le chef de l'État français : il ne serait pas ce réformiste à poigne qu'on avait cru discerner pendant la campagne des présidentielles de 2007. Mais méfions-nous des stéréotypes. Car si l'on y regarde de près, la Grande-Bretagne n'est pas non plus l'eldorado que perçoit le touriste à son premier regard.

Qu'il me soit donc permis de développer ici une thèse qui refroidira sans doute l'enthousiasme de certaines de nos élites. D'abord, l'Angleterre traverse une crise économique qui, de l'aveu même d'Alistair Darling, le ministre des Finances, sera la plus sévère qu'elle ait connue depuis 1948, voire depuis la grande dépression de 1929. Le 12 septembre 2008, un an après la chute de la banque de crédit hypothécaire Northern Rock, le tour-opérateur XL Leisure Group dépose son bilan, laissant 1 700 salariés au chômage et 85 000 touristes naufragés autour de la planète. Le 15 septembre, les 4 500 employés londoniens de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers sont priés de vider leurs bureaux dans la journée. Le 17 septembre, 40 000 personnes sont menacées de perdre leur emploi, victimes de la fusion entre les deux banques Lloyds TSB et HBOS. Le 26 novembre, les 30 000 salariés de la chaîne de magasins Woolworths apprennent que leur employeur vient d'être mis en faillite. Voilà le type d'informations qui rythment désormais la vie des Britanniques, dont le pouvoir d'achat a chuté et qui réapprennent le sens du mot récession.

Bien sûr, cette crise a des origines internationales, et

elle affecte d'autres pays. Mais elle frappe d'autant plus durement le Royaume-Uni que son modèle reposait sur des bases fragiles. La Grande-Bretagne est aujourd'hui un bateau qui aurait navigué pendant dix ans sur une mer calme pendant que d'autres affrontaient le mauvais temps, et qui après avoir heurté un iceberg, réalise combien sa coque est vulnérable. Car, de fait, l'insolente croissance des années 2000 portait déjà en elle les germes de la crise actuelle. Le naufrage est d'autant plus mal vécu que dans le même temps les inégalités sont restées importantes, les retraites dérisoires et les services publics se sont insuffisamment redressés. Sans parler de l'obésité qui devient un problème majeur, ou encore de l'alcoolisme et de la violence des jeunes qui se développent.

Le propos de ce livre n'est évidemment pas de contester les formidables avancées économiques, sociales et culturelles qui sont à mettre au crédit des travaillistes. Un salaire minimum, un congé de paternité, le partenariat homosexuel, la gratuité des musées, des ministres de couleur... Ces acquis sont incontestables. Faut-il pour autant s'inspirer d'un modèle qui non seulement est à bout de souffle, mais dont les bases culturelles sont parfois aux antipodes des nôtres ? Sommes-nous prêts par exemple à accepter que la délation soit érigée en vertu citoyenne et que les allocataires soient soumis au détecteur de mensonge ? Alors que certains élus français rêvent d'imiter leurs voisins, il n'est pas inutile d'examiner ce miracle anglais qui se transforme en un mirage dont les Britanniques commencent à payer le prix. D'ausculter dans toutes ses dimensions le pays que Tony Blair et Gordon Brown ont livré en héritage à leurs concitoyens.

C'est donc à ce voyage à l'intérieur de cette nouvelle Grande-Bretagne, souvent déroutante, que je vous

invite, avec en toile de fond une question qui nous concerne très directement : « Nous, Français, dans quelle société voulons-nous vivre ? » La Grande-Bretagne semble en effet avoir laissé un peu de son âme dans sa transformation. Si, sur certains points, elle a à nous apprendre, nous allons voir qu'elle nous montre aussi quel chemin ne pas emprunter.

L'argent roi

La région de Coventry, dans le centre de l'Angleterre, a fait rêver des générations de passionnés d'automobiles. Elle a compté jusqu'à 78 usines, dont celles des prestigieuses marques Jaguar et Rover. Ce n'est pas un bel endroit. Au contraire. Les carcasses métalliques n'ont jamais conféré de charme aux zones industrielles, pas plus que les anciennes mines ou les usines sidérurgiques au nord et à l'est de la France. Mais elles donnent une identité aux lieux, une raison d'être et un motif de fierté à ceux qui y travaillent. Cette histoire figurera peut-être dans les livres d'école, car elle appartient déjà au passé. Comme mues par un courant sournois, les usines ont peu à peu disparu, pour laisser leur place à des entreprises de services.

Paradoxalement, c'est la filiale anglaise de Peugeot qui, la dernière, a quitté la région. Elle a employé dans la commune de Ryton jusqu'à 2 300 salariés à la fabrication de modèles 206. Le Monopoly de la voiture l'y avait amenée en 1978. Elle rachète le site lorsqu'elle acquiert Chrysler. L'automobile est alors en plein essor. L'Angleterre a le vent en poupe. Le constructeur français s'y projette dans l'avenir. Mais, vingt-huit ans plus tard, le contexte n'est plus le même. Les ventes stagnent. Peu-

geot, qui s'est repositionné en Europe de l'Est, juge son usine anglaise trop éloignée de ses autres sites de production. La décision est donc prise. Le 18 avril 2006, l'établissement annonce qu'il met la clé sous la porte, et du même coup, l'ensemble de ses salariés au chômage. L'information provoque un séisme social. Les syndicats britanniques, TGWU et Amicus, se mobilisent et se font entendre dans les médias. Ils appellent au boycott de la marque. On les voit même manifester le 24 mai à Paris, avec leurs collègues d'outre-Manche. Des Anglais et des Français, main dans la main, c'est assez rare pour ne pas passer inaperçu.

De l'autre côté du Channel, à Valence, dans la Drôme, 256 employés qui produisent des stylos Reynolds apprennent la nouvelle par la télévision. Ils s'émeuvent du sort de leurs collègues anglais. Mais ils ne se doutent pas de ce qui les attend. À leur retour de vacances, fin août, ils reçoivent le même coup de massue. Le verdict tombe : le site va fermer. L'usine ne se porte pourtant pas mal, mais on a trouvé moins cher en Chine. La production y sera délocalisée. Avec ce départ, c'est une autre aventure industrielle qui se termine. L'entreprise avait été créée en 1927 par Edmond Regnault, avant d'être rachetée, des années plus tard, en 1993, par Ernest-Antoine Seillière, l'éminent représentant du patronat français. Il la revend en 1999 au groupe américain Newell Rubbermaid, qui lui donne le coup de grâce. À l'instar de leurs collègues britanniques, les salariés de Reynolds se mettent en grève. Ils manifestent. Ils organisent des meetings de soutien, appellent au boycott de la marque. Ils tentent d'empêcher le départ du matériel... en vain. Tous sont licenciés. À ce moment-là, Français et Anglais sont donc dans le même bateau. Mais la comparaison s'arrête là.

Le 3 janvier 2007, alors que la date fatidique de la fermeture de Peugeot à Ryton approche, je contacte Geoffrey Robinson, le député travailliste de la circonscription. Il me demande, étonné : « Pourquoi donc vous intéressez-vous encore à ce sujet ? » J'hésite à lui répondre. La question à mes yeux ne se pose pas. La perte d'une usine, le chômage que cela implique, la disparition d'une culture industrielle... En cet hiver, il me semble légitime de donner la parole à ceux qui, en Grande-Bretagne, subissent cette situation. Mais je me trompe. Cela fait six mois seulement que je suis installé à Londres. L'expérience ne m'a pas encore permis de mesurer à quel point, dans un pays qui n'est pas encore en crise, un choc de ce type peut être absorbé. Je découvre que la plupart des employés ont déjà retrouvé du travail dans des centres d'appel ou d'autres entreprises de services. Parmi les anciens salariés, personne ne souhaite revenir sur une époque révolue. Je peine à trouver des responsables syndicaux qui veuillent bien s'exprimer. Ce que j'avais interprété chez Geoffrey Robinson comme une forme d'arrogance n'était que l'expression de la réalité. L'évidence finit par s'imposer : les licenciés de Ryton ont bel et bien tourné la page.

Certes, le contexte, alors favorable au reclassement des anciens salariés, peut expliquer cette relative indifférence. Il existe cependant une autre raison, plus profonde, à cette capacité qu'ont les Britanniques à digérer un conflit social. En France, la fermeture d'une usine est vécue comme une injustice insupportable, alors qu'il existe ici une conviction finalement partagée : les lois du marché sont une règle qui ne se conteste pas. Elles sont admises dans ce qu'elles apportent de positif, comme de négatif. De même que le joueur de football respecte le coup de sifflet qui valide le but qu'il vient de marquer, il

admet qu'un carton rouge puisse l'expulser du terrain, même s'il exprime sa colère sur le coup. Passé le choc de l'annonce, la fermeture de Ryton a donc été perçue comme une fatalité admissible. Un accident à mettre dans la colonne des pertes et profits d'un système qui, pendant dix ans, a apporté une prospérité indéniable au pays. La rébellion n'a duré que quelques semaines. Les salariés n'ont même pas jugé utile de se mettre en grève.

Comparer la faible mobilisation anglaise de Ryton à celle de Reynolds qui, elle, a donné lieu à une lutte acharnée, résume bien ce qui peut différencier la Grande-Bretagne de la France dans son approche du libéralisme. Employer ce mot-là dans l'Hexagone, c'est déjà prononcer un gros mot. C'est susciter une réaction de défiance, au sein de la gauche, mais aussi au-delà. On dit, certes, le plus grand bien de son artisan local. On soutient facilement la PME de son quartier. Mais lorsqu'on évoque le capitalisme, c'est pour en dénoncer les dérives, c'est-à-dire son principe dans ce qu'il a de plus déshumanisé. Les actionnaires n'ayant d'autre but que la recherche du profit, ce système, pense-t-on, contribue à enrichir quelques-uns au détriment du plus grand nombre. Et si l'on s'en tient aux deux exemples que je viens de citer, il est vrai qu'il est difficile de contrer l'argument.

Autant de drames humains pourraient encore se comprendre, et donc se justifier, si les entreprises concernées étaient réellement en difficulté. Mais la multiplication de délocalisations de groupes qui font des bénéfices devient vite insupportable dans un pays rongé par le chômage. C'est ce qui explique qu'en France, toute nouvelle fermeture contraint les élus, quel que soit leur bord, à plaider pour une moralisation des pratiques des grands groupes. À introduire un critère autre que la

seule recherche du profit absolu. À rétablir une justice dans un système inique. Dans un souci d'humanité, nous sommes perpétuellement à la recherche d'une règle consensuelle qui permettrait de concilier profit et emploi. Cette vision s'accompagne d'un droit : celui de travailler pour vivre dignement. L'entreprise est donc jugée responsable de ses salariés, et coupable de leur licenciement.

QUAND L'EMPLOI SE MÉRITE Autre pays, autres mœurs ! Certes, on l'a vu fin 2008, le gouvernement n'est plus par principe hostile aux nationalisations, mais en Grande-Bretagne, la liberté d'entreprendre est à la base de tout raisonnement, quel que soit le prix à payer. C'est cette règle qui a accompagné la croissance insolente dont le pays a profité durant les années Blair, de 1997 à 2007. Pas question, donc, de la remettre en cause le jour où ses conséquences prennent un tour plus déplaisant. L'entreprise étant au sommet de la pyramide, c'est par elle que l'emploi peut se développer. Il n'est plus un dû. Il doit se mériter. On blâme son patron lorsqu'on le perd, mais 2 % des salariés seulement l'attaquent sur un terrain juridique. On cherche rapidement un autre travail en ne comptant que sur soi. Cette vision s'accompagne de l'acceptation d'une autre règle : la flexibilité, perçue comme un facteur contribuant au dynamisme de l'économie.

Le décalage entre ces deux approches saute aux yeux en janvier 2006. La France traverse alors une période de fortes turbulences. Les manifestations se multiplient contre le CPE, le Contrat de Première Embauche. Les commentateurs britanniques ont du mal à masquer leur

incompréhension. Tandis que dans l'Hexagone on dénonce un contrat Kleenex, qui débouchera sur plus de précarité pour les jeunes, les journalistes de la BBC demandent, incrédules, aux responsables syndicaux français : « Mais pourquoi vous acharnez-vous contre une mesure qui, avec un peu plus de souplesse, permettra justement de créer plus d'emplois ? »

On observe ensuite des clivages du même type, courant 2007, lors de la négociation du traité européen de Lisbonne. En France, pour ne pas ranimer un débat qui s'est soldé par la mort du premier texte après son rejet par référendum, Nicolas Sarkozy insiste sur l'aspect sommaire du nouveau traité, et sur la nécessité de promouvoir une Europe qui ne nie pas la dimension sociale des États. La charte des droits fondamentaux reste, finalement, la seule partie du document qui, dans l'Hexagone, ne prête pas à polémique. Dans le même temps, en Grande-Bretagne, on entend un discours inverse. Certes, Tony Blair prétend lui aussi qu'il ne s'agit que d'un traité simplifié, pour ne pas avoir à justifier un référendum qu'il sait perdu d'avance, mais il rejette vigoureusement cette charte. Il exige que l'on n'impose aucune avancée sociale à son pays, parce qu'il considère que celle-ci pourrait affaiblir l'économie. Il s'appuie sur les fameuses lignes rouges qui justifient l'exception britannique. « Nous ne voulons pas d'un texte contraignant » dit en substance le chef du gouvernement. « Nous voulons conserver notre droit du travail, avec son temps de travail plus long et une flexibilité garante d'une meilleure adaptation au monde moderne et globalisé. »

En apparence, les deux discours sont donc rigoureusement opposés. Le premier semble défendre les salariés, en plaidant pour plus de garde-fous et moins de flexibilité, tandis que le second, en refusant de toucher au temps de

travail et en défendant cette souplesse, paraît plus soucieux de préserver les intérêts du patronat. Certes, on peut reprocher au gouvernement français de rogner sur le système de protection sociale. On peut considérer que l'Hexagone est entré dans une dynamique de régression. Mais que diraient les Français si leur président faisait de cette situation subie un argument offensif, en militant ouvertement pour moins de droits sociaux ? En Grande-Bretagne pourtant, ce ne sont pas seulement les patrons qui défendent cette vision, c'est le Premier ministre travailliste lui-même, car il sait que ce discours est admis et partagé par une opinion pour qui la lutte des classes ne signifie plus rien. Les Français opposent toujours les salariés au patronat. Ils réclament des contraintes qui, à leurs yeux, garantissent la sécurité de leurs emplois. Les Britanniques considèrent en revanche que la liberté de l'entreprise est justement la garantie de cet emploi, parce que c'est par la compétitivité que passe l'embauche.

Cette analyse a prospéré pendant une dizaine d'années, avec l'aide d'une forte croissance que rien n'a semblé contredire. En 2007 cependant, la tonalité a changé. Des voyants rouges se sont allumés. Des motifs d'inquiétude sont apparus. Et l'année suivante confirme ces craintes. D'abord, le nombre de demandeurs d'emploi, qui était d'environ 2,5 % en 2005, est désormais proche de 6 %, ce qui représente près de deux millions de personnes. Ce chiffre reste certes inférieur aux 7,8 % français mesurés en 2008. Mais il est trompeur, car il faut y ajouter un chômage caché qui englobe les Britanniques considérés comme inaptes. Selon le ministère du Travail, leur nombre s'élève officiellement à 2 600 000. Les statistiques britanniques sont donc, de fait, beaucoup moins éloignées des françaises qu'il n'y paraît. Par ailleurs, la situation se dégrade rapidement.

Compte tenu de la crise, les experts prédisent la perte de près de 700 000 emplois en 2009. Et, selon le cabinet d'études Capital Economics, la barre des trois millions de chômeurs pourrait être franchie dès 2010.

Ensuite, s'il y a du travail, il y a aussi beaucoup de petits boulots et de travaux précaires. Le fossé est important à Londres entre une population de jeunes à la recherche d'une expérience dans un magasin ou un restaurant, mais qui, avec des salaires de l'ordre de 1 100 euros, galèrent pour trouver une chambre qu'ils payeront 600 euros par mois, tandis que les emplois mieux rémunérés, réservés à des personnes plus qualifiées, sont, eux, difficiles à trouver. Mon fils, par exemple, qui est âgé de vingt-deux ans, occupe deux temps partiels : l'un le jour, dans une société d'enquête par téléphone, et l'autre le soir, comme barman dans un opéra. Et comme beaucoup de ses amis, il peine à payer son loyer.

**UNE PROSPÉRITÉ
EN TROMPE-L'ŒIL** Si la Grande-Bretagne s'est enrichie pendant les années Blair, elle a très peu réduit l'écart entre les riches et les pauvres. Sans doute y a-t-il aujourd'hui un peu moins de très pauvres, mais les riches sont, eux, beaucoup plus riches. J'en fais le constat chaque fois que je traverse Londres d'ouest en est. Qu'y a-t-il de commun entre les maisons cossues du luxueux quartier de Chelsea et les appartements délabrés de la banlieue de Peckham ? Chaque capitale a ses quartiers huppés et d'autres mal famés. Mais les chiffres le confirment : selon le ministère du Travail, entre 2005 et 2007, les plus bas salaires ont vu leurs revenus baisser de 1,6 %, tandis que ceux des plus riches ont augmenté de 0,8 %. Le statisti-

cient spécialisé dans la mesure de ces écarts, Danny Dorling, affirme que les travaillistes ont gouverné durant « une ère sans précédent d'accroissement des inégalités ». Fin 2008, l'OCDE relève enfin un renversement de tendance, mais elle souligne que la Grande-Bretagne reste le plus inégalitaire des pays développés. Malgré les milliards investis dans l'éducation et les projets de retour à l'emploi, une étude publiée en novembre 2008 par les services du Premier ministre montre qu'accéder à une classe supérieure est aujourd'hui à peine plus facile que dans les années 1970. Et fait nouveau, compte tenu du coût de l'immobilier et de la cherté de la vie, les classes moyennes elles aussi souffrent de la baisse de leur niveau de vie. Le mythe du pays d'opportunité, célèbre dans les années 2000, se lézarde.

Au chapitre des équilibres budgétaires, la France n'a rien non plus à envier à la Grande-Bretagne. Le déficit britannique, qui excédait déjà 3 % du PIB mi-2008, a finalement atteint 7 % à la fin de l'année après la mise en place du plan de recapitalisation des banques par l'État ! On est loin, très loin même, du seuil communément toléré par l'Union européenne. Mais il y a pire : à ce taux spectaculaire s'ajoute une dette privée monumentale, de plus de 173 % du revenu disponible brut, contre 72 % seulement en France. Le pays est aujourd'hui, toutes dettes confondues, le plus endetté des nations développées. Patrick Artus, économiste et ancien administrateur de l'Insee, soutient dans son livre *Les Incendiaires* (Perin, 2007) que non seulement l'endettement privé a permis de doper la croissance, mais que, sans cela, elle aurait été négative. Le miracle anglais était donc une illusion et la prospérité apparente un trompe-l'œil, construit sur une bombe à retardement. Le crédit facile et le surendettement des ménages ont provoqué des domma-

Le multiculturalisme en péril	127
Des campagnes xénophobes	134
v. Le chemin de croix	141
Une erreur qui coûte très cher	144
L'Europe	153
Tricheries	158
Le retour en grâce	165
vi. Merci, Élisabeth !	173
De complicité en trahison	176
La royauté comme garde-fou	185
Un héritier frustré	192
vii. Les grands gaspillages	199
D'avatars en reconversion	201
Le gouffre des Jeux olympiques	206
Un très coûteux psychodrame	212
Des procès qui n'en finissent pas	222
viii. The show must go on	225
Les rois de l'information-spectacle	227
Le feuilleton de l'affaire Maddie	234
La rocambolesque affaire Litvinenko	243
Quand James Bond reprend du service	250
ix. Les exutoires	255
La guerre	258
La montée de l'alcoolisme	262
La pin-up téléchargeable	268
Toujours une longueur d'avance	274
Le supermarché du foot	278
x. La culture de l'incertitude	287
Des « sauvages en colère »	290
Des couteaux à l'école	295
Une paumée exemplaire	302
Quand les acteurs jugent les politiques	311
Conclusion	317
Bibliographie	327
Remerciements	329

CET OUVRAGE A ÉTÉ REPRODUIT ET
ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR ROTO-PAGE
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH À MAYENNE
EN DÉCEMBRE 2009, POUR LE COMPTE
DES ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE.

Dépôt légal : janvier 2009.
N° d'édition : 162733.
N° d'impression : •••••

Imprimé en France.